

Note de recherche Élections européennes 2024

10 / Mai 2024

LE VOTE DU 9 JUIN SERA-T-IL GENRÉ ?

Janine Mossuz-Lavau

Directrice de recherche émérite CNRS

janine.mossuzlavau@sciencespo.fr

L'évolution récente des votes féminin et masculin inciterait à répondre par la négative mais la comparaison des opinions à l'égard de l'Europe comme le statut de ces élections appelées « intermédiaires » invitent à la prudence. Comment avancer une réponse argumentée ? S'impose tout d'abord un bref retour au passé.

Dans le monde d'avant

1.

Par une ordonnance du 21 avril 1944, prise à Alger et prévoyant la convocation d'une Assemblée nationale constituante « élue au scrutin secret par tous les Français et Françaises majeurs ». L'article 17 précise que « les femmes sont électrices et éligibles dans les mêmes conditions que les hommes »

2.

Janine Mossuz-Lavau, « Le vote des femmes en France (1945-1993) », *Revue française de science politique*, août 1993, 43(4), pp.673-689

Depuis que les Françaises ont, en 1944, obtenu le droit de vote (et d'éligibilité)¹, des changements notables ont pu être observés dans l'exercice de ce droit suivant un développement en trois temps.

Le premier est celui de l'apprentissage². En effet, pendant près de 25 ans, les électrices ne se comportent pas de la même manière que les électeurs. Comme s'il leur fallait de la durée pour se familiariser avec leurs nouveaux droits. Tout d'abord, à l'exception des élections municipales de 1945, elles s'abstiennent plus que les hommes de fréquenter les urnes, l'écart entre les taux d'abstention, féminin et masculin, oscillant généralement entre 7 et 12 points. Par ailleurs, elles effectuent des choix moins favorables aux forces de gauche. Avec un écart qui atteint aisément les 12 ou 13 points de pourcentages. De fait, dans cette première phase, les femmes confortent à certains égards les craintes exprimées par les radicaux-socialistes de l'entre-deux-guerres quand ils leur refusaient la participation électorale, arguant qu'elles se conformeraient aux vœux des représentants de l'Église catholique. Mais le vote sous influence n'a pas perduré.

La décennie 1970 qui voit les femmes descendre dans la rue pour exiger le droit de disposer de leur corps, les voit aussi se mettre à emprunter le chemin de l'isoloir autant que les hommes. Et dans les choix eux-mêmes un rapprochement s'esquisse. Sur le vote de gauche, l'écart n'est plus que de 7 points. C'est le temps du décollage qui s'achève avec la présidentielle de 1981 : au second tour, 56% des hommes et 49% des femmes se prononcent en faveur de François Mitterrand.

3.

Terri Givens, « The Radical Right Gender Gap », *Comparative Political Studies*, 2004, 37 (1), pp.30-54

Vient alors le temps de l'autonomie. Les femmes continuent de participer autant que les hommes. Mais, en 1986, lors des élections législatives, une nouvelle étape est franchie : pour la première fois, sur le vote de gauche, l'écart disparaît purement et simplement. À la présidentielle de 1988, les électrices sont même plus nombreuses que les électeurs à se prononcer pour les candidats de cette famille politique. Certains diraient qu'elles ont « aligné » leurs choix sur ceux des hommes et que, si elles se sont soustraites à l'influence de l'Église, ce n'est que pour mieux céder à celle de leurs compagnons. Mais l'examen des votes détaillés infirme cette explication par le mimétisme. On note l'apparition d'une certaine autonomie du comportement électoral féminin, d'une spécificité sensible sur trois points : « survote » socialiste, préférence plus marquée pour les écologistes et, surtout, réticences plus nettes que chez les hommes à l'encontre du Front national. Ce que la chercheuse américaine, Terri Givens, avait appelé The Radical Right Gender Gap (RRGG)³. Même si, sur ces trois traits, les écarts ne sont pas très élevés, ils sont bien là, de la fin du XX^e siècle au début du XXI^e. Sont-ils toujours visibles ? Comment se répartissent aujourd'hui les intentions de vote pour les élections européennes qui s'annoncent ?

Dans le monde de 2024

Les sondages disponibles montrent la persistance de deux de ces traits, accompagnée toutefois d'une nette réduction des différences liées au genre. Ainsi, d'après la vague 4 de l'enquête électorale du CEVIPOF en date d'avril 2024, ce sont 6% des hommes et 9% des femmes qui ont l'intention de soutenir la liste d'Europe Écologie les Verts, 12% des premiers et 13% des secondes qui épaulent la liste socialiste. Enfin, différence avec la période précédente, 31% des électeurs comme des électrices affichent leur préférence pour le Rassemblement national (Tableau 1). Même s'il subsiste de petits écarts, ces résultats marquent plutôt la fin du vote genré. À ce stade, nos concitoyennes ne devraient pas, le 9 juin, s'écarter de ce schéma.

Mais ce serait sans compter qu'il s'agit d'élections européennes dont les enjeux et la perception, par-delà la seule question électorale, suscitent des appréciations genrées qui interpellent. Seules 42% des femmes disent être intéressées par ce scrutin (contre 55% des hommes). Elles sont deux fois plus nombreuses que les hommes à n'exprimer aucune intention de vote pour ce scrutin (16% contre 8%). Alors que 59% des hommes sont tout à fait certains d'aller voter, moins de femmes sont dans cette disposition (50%).

Leurs attitudes à l'égard du projet européen les distinguent assez nettement de leurs homologues masculins. Sur nombre d'enjeux, elles sont encore moins enclines qu'eux à voir dans l'appartenance à l'Union européenne « plus d'avantages que d'inconvénients ».

Les seuls atouts qu'elles reconnaissent au projet européen concernent la Défense et la puissance militaire (73% contre 64% des hommes). Elles apparaissent aussi plus soucieuses que l'on prenne en compte, dans la campagne pour ces européennes, la lutte contre le terrorisme (33% contre 22% des hommes) (Sondage ELABE des 23-24 avril 2024).

Il est établi que les femmes ont davantage tendance que les hommes à développer un sentiment d'insécurité élevé. Dans un sondage daté du mois d'avril 2024 réalisé par IPSOS pour La Tribune Dimanche, 65% d'entre elles se

disent souvent ou de temps en temps inquiètes pour leur sécurité physique (55% des hommes). Elles se montrent plus méfiantes envers les institutions et les responsables politiques. Elles font moins confiance au président de la République, au premier ministre et à l'ensemble de la classe politique. Par exemple, face à la situation en Ukraine, 71% d'entre elles craignent la propagation du conflit militaire (59% des hommes), et 62% estiment qu'Emmanuel Macron n'a pas la maîtrise de cette situation (57% des hommes). Des listes mettant l'accent sur les problèmes de sécurité, pourraient susciter un surcroît d'écho dans l'électorat féminin. Mais on peut douter que cela suffise à le convaincre de participer au scrutin. La démobilisation électorale propre aux élections européennes se double d'une abstention protestataire devenue récurrente, directement liée au manque de confiance envers les élites politiques. Si l'on retient cette interprétation, la défiance plus marquée des femmes pourrait être un frein à leur participation au scrutin du 9 juin.

Femmes : les trois révolutions du siècle

Concernant les femmes (mais cela touche l'ensemble de la société française), le XX^e siècle a connu trois révolutions : l'accès au droit de vote, le droit de disposer de son corps et l'entrée massive dans le monde du travail⁴.

Les dernières décennies les ont vues de plus en plus présentes sur les bancs des universités mais aussi dans le monde du travail. Quand les femmes exercent une activité professionnelle, elles sont plus intéressées par la politique et plus favorables à la gauche que quand elles demeurent au foyer, et elles le restent même quand, après avoir travaillé à l'extérieur, elles s'arrêtent et redeviennent mères et épouses d'abord. C'est ce que nous avons appelé « l'effet travail » sur les attitudes et les comportements politiques des femmes⁵. En 2024, 26% des actives et 24% des "inactives" s'apprêtent à soutenir des listes de gauche (Tableau 2). Les premières sont aussi deux fois moins nombreuses que les secondes à déclarer une intention de vote pour la liste Renaissance et ses alliés (10% contre 21%). Plus réticentes face aux Républicains, elles sont en revanche plus disposées que les "inactives" à éprouver de la sympathie pour la liste du Rassemblement national.

Sur la partie droite de l'échiquier politique, ces "inactives" défendraient un conservatisme bon teint plutôt que des extrêmes.

L'âge imprime aussi sa marque. Alors qu'à 24-34 ans, 16% de femmes (13% des hommes) se prononcent en faveur de la France insoumise, elles ne sont plus que 6% entre 45 et 64 ans et 3% à 65 ans et plus (Tableau 3). À l'opposé, le vote pour Renaissance et ses alliés croît avec les années (de 7% chez les 18-24 ans à 26% à partir de 65%) de même que celui appuyant Les Républicains (de 2% à 11%). Un légitimisme ou un conservatisme qui iraient de pair avec "des ans irrémédiablement ouverts" ? Et avec une moindre activité professionnelle chez les plus âgées alors que, dans les jeunes générations, toutes (ou presque toutes) les femmes travaillent ou recherchent un emploi.

Au fil du temps, les femmes se sont mises à nettement moins fréquenter les lieux de culte, notamment catholiques, ce qui accompagne cette "gauchisation", moins prégnante chez les plus âgées, plus assidues à l'église que les plus jeunes. De fait, elles sont entrées dans une culture de l'égalité, cette « étoile polaire » de la gauche ainsi baptisée par le politiste italien Norberto Bobbio⁶, et ce d'autant plus qu'elles se sont heurtées dans le monde du travail et au-delà, aux inégalités salariales, aux traitements différenciés, aux accès plus difficiles aux postes de responsabilité. L'an 2000 avec la loi sur la parité⁷ et, tout récemment, le mouvement MeToo et les actions qui ont suivi, ont contribué à

4.

Je reprends ici le titre d'une série qu'avec Maurice Dugowson nous avons réalisée en 1999 et montrée sur France Télévision, en 1999 également, à travers trois documentaires de 65' chacun, titrés Femmes et sexualité, Femmes et politique, Femmes et travail

5.

Janine Mossuz-Lavau, Mariette Sineau, *Enquête sur les femmes et la politique en France*, Paris, Presses Universitaires de France, 1983

6.

Norberto Bobbio, *Droite et gauche. Essai sur une distinction politique*, Paris, Seuil, 1996, p.148

7.

En 1999, les articles 3 et 4 de la Constitution de 1958 ont été révisés et la loi du 6 juin 2000 « tendant à favoriser l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives » a instauré la parité pour l'élection de plusieurs instances. D'autres lois ont suivi. La dernière en date (4 août 2014) double les retenues financières pour les partis politiques ne respectant pas les lois sur la parité

changer le rôle et la place des femmes dans l'espace politique. Aujourd'hui, elles sont par exemple aussi nombreuses que les hommes à se situer à gauche sur l'axe classique gauche-droite (20% des hommes, 21% des femmes). On voit toute la distance parcourue depuis l'après-guerre. Pour le quatre-vingtième anniversaire de leur obtention du droit de vote, cela mérite d'être rappelé.

Annexes (3 tableaux)

Tableau 1 : Intentions de vote aux élections européennes selon le sexe

	Hommes	Femmes	<i>En moyenne</i>
LO	1	1	<i>1</i>
NPA	1	1	<i>1</i>
FI	8	8	<i>8</i>
PCF	4	2	<i>3</i>
Les Écologistes – EELV	6	9	<i>8</i>
Nouv. Donne	1	0	<i>1</i>
PS et PP	12	13	<i>13</i>
PRG	1	0	<i>1</i>
Écologie au centre	1	2	<i>1</i>
Renaissance et alliés	16	15	<i>16</i>
LR	6	7	<i>6</i>
RN	31	31	<i>31</i>
Reconq.	6	3	<i>5</i>
Patriotes	1	1	<i>1</i>
UPR	1	1	<i>1</i>
All. Rurale	1	1	<i>1</i>
P Animal.	1	2	<i>1</i>
TEM et All. Centr.	0	0	<i>0</i>
Autre liste	2	2	<i>2</i>
Total	100	100	<i>100</i>

Tableau 2 : Intentions de vote aux élections européennes des femmes actives et des femmes inactives

	Femmes actives	Femmes inactives	Moyenne Femmes	Moyenne générale
LO	2	1	1	1
NPA	1	1	1	1
FI	10	5	8	8
PCF	1	2	2	3
Les Écologistes – EELV	11	7	9	8
Nouv. Donne	0	0	0	1
PS et PP	12	15	13	13
PRG	0	0	0	1
Écologie au centre	2	1	2	1
Renaissance et alliés	10	21	15	16
LR	6	8	7	6
RN	33	28	31	31
Reconq.	3	4	3	5
Patriotes	1	1	1	1
UPR	1	1	1	1
All. Rurale	1	1	1	1
P Animal.	2	1	2	1
TEM et All. Centr.	0	0	0	0
Autre liste	3	2	2	2
TOTAL	100	100	100	100

Note de lecture : Les femmes actives regroupent les femmes en emploi ou en recherche d'emploi, les femmes inactives regroupent les femmes au foyer, retraitées, ou étudiantes

Tableau 3 : Intentions de vote aux élections européennes selon le sexe et l'âge

	18-24 ans		25-34 ans		35-44 ans		45-54 ans		55-64 ans		65 ans et plus		En moyenne
	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	
LO	1	2	3	1	1	1	1	1	1	1	0	0	1
NPA	4	1	2	4	2	1	0	1	1	1	0	0	1
FI	13	12	16	13	12	11	6	9	6	5	3	4	8
PCF	2	6	2	5	2	3	1	2	2	3	2	4	3
Les Écologistes – EELV	16	11	13	8	12	9	9	7	7	6	5	2	8
Nouv. Donne	1	2	1	2	0	0	0	1	0	0	0	0	1
PS et PP	10	6	9	11	8	8	15	14	15	14	16	15	13
PRG	2	2	1	1	0	1	0	0	0	0	0	1	1
Écologie au centre	3	1	3	2	2	1	1	1	2	0	1	0	1
Renaissance et alliés	7	10	8	11	12	13	10	14	13	16	26	25	16
LR	2	6	3	4	6	4	6	5	6	4	11	9	6
RN	27	29	29	27	33	33	38	33	35	38	26	29	31
Reconq.	3	4	2	5	2	7	3	4	4	6	4	7	5
Patriotes	0	0	1	1	1	1	2	1	1	1	1	1	1
UPR	1	2	1	2	0	2	0	2	1	1	1	0	1
All. Rurale	1	2	1	1	1	1	1	1	1	1	1	2	1
P Animal.	1	2	2	1	2	0	2	1	2	1	1	0	1
TEM et All. Centr.	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autre liste	5	1	3	2	4	3	3	3	2	2	1	1	2
TOTAL	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Note de lecture : Attention, parfois de petits effectifs, notamment pour les lignes correspondant aux petits partis

Édition : Florent Parmentier

Mise en forme : Marilyn Augé

Pour citer cette note : MOSSUZ-LAVAU (Janine) « Le vote du 9 juin sera-t-il genré ? », *Note de recherche, Élections européennes 2024*, vague 4 de l'enquête électorale, note 10, mai 2024, 6 p.